

## «L'OUEST DOIT EXPULSER SES CONDUCTATORS»<sup>1</sup>

Avec les soulèvements, ou plutôt les «révolutions», ne craignons pas de dire, des pays de l'Est dits «du socialisme existant», c'en serait fini de Marx, une dernière et définitive fois, et du communisme.

Admettons-en l'hypothèse.

Mesurons d'abord le manque à gagner : plus de référence, sur le plan international, pour les luttes du prolétariat et, plus généralement, des dominés ; effondrement des discours théoriques exposant la nécessité de rompre avec le capitalisme ; rectifications conséquentes des stratégies de soutien aux combats impérialistes en cours, du Nicaragua au Cambodge, du Salvador à la Palestine ; renforcement des social-démocraties et des ralliements des intelligentsia aux modèles libéraux ; règne de «la fin de l'histoire» et de «l'ère du rien». Si le communisme n'est plus «la jeunesse du monde», la jeunesse perd ses raisons d'espérer et de changer le monde ou la vie.

Voyons également les dangers. Les signes d'une telle perspective sont partout donnés. Comme le voyait Goya, le sommeil de la raison engendre toujours les monstres : ici, le retour du religieux ; là, la montée des nationalismes ; ailleurs, le retour des hordes réactionnaires, dans leur diversité – des partis paysans aux nostalgies d'ancien régime, qui confortent à la fois les ambitions néo-fascisantes et les régressions staliniennes. Dans le déchaînement des appétits de profits, tous les chantages se font jour, de la Trilatérale à la Banque de reconstruction qui entend pousser à l'instauration de l'économie de marché et au développement du secteur privé (cf. *Le Monde* du 13 janvier 1990). Naturellement, dans cette opération, le Sud est condamné, et l'«Europe sociale» avec lui.

Or, il est bien vrai que le dramatique échec des régimes bureaucratiques (staliniens) se manifeste par un irrépressible attrait de la démocratie, des droits de l'homme, de l'Etat de droit, du marché, de la consommation et de la productivité. Aussi n'est-ce pas sans raison que se réjouissent les pays de l'Ouest, à la fois ravis et embarrassés par une telle demande, tandis que le XVI<sup>e</sup> arrondissement et ses satellites se retrouvent devant le mur de Berlin. Après tout, le communisme, n'était-ce pas la dictature, le goulag, la privation des libertés, la faillite conjugée de la politique et de l'économie, le désastre environnemental ? La croûte cassée, le pus se libère. Il n'en a pas fini. Et pourtant, si l'on ne confond pas la critique théorique et les effets politiques, ce qui s'effondre, qu'était-ce d'autre qu'une menterie, une énorme mystification dont les raisons historiques, bien connues des meilleurs spécialistes peu suspects de sympathies révolutionnaires (sous-développement, absence de démocratie, entre autres), sont aujourd'hui passées sous silence ? Les régimes socialistes promettaient l'autodétermination des travailleurs, les soviets, le dépérissement de l'Etat, la paix. Nous avons eu le commandement économique, le renforcement du pouvoir central, la guerre, y compris entre pays «socialistes»... La dictature du prolétariat elle-même, qui a fait couler tant d'encre, n'était qu'un leurre, tantôt remplacée par la dictature du prolétariat, tantôt dissoute dans «l'Etat du peuple entier».

Le stalinisme n'était pas l'alternative à la démocratie bourgeoise, représentative et formelle. Il avait en commun avec elle le productivisme forcené et le mépris du social, à cette différence près qu'il n'en avait pas les stimulants – les libertés syndicales et politiques. Il se prévalait d'une inculcation idéologique, le marxisme-léninisme, philosophie de l'Etat et pour l'Etat, à base de coercition, qui ne tenait pas la route

---

<sup>1</sup> *POLITIS* 25-31/01/1990.

face aux subtilités des consensus médiatico-politiques de l'Occident. Les peuples, en fin de compte, à bout de patience et de soumission, le dénonçaient, comme nous voyons, fût-ce dans d'inévitables désordres et, parfois, dans la violence (Roumanie). Est-ce à dire, pour autant, que nos démocraties, quelle que soit leur version, ultra-libérale ou sociale-démocrate, et quoi qu'en affirme, à longueur de matraquage journalistique, ce qui s'appelle toujours l'idéologie dominante, puissent représenter l'alternative aux régimes bureaucratiques en voie de décomposition ?

Balayons devant notre porte. Nos sociétés n'en finissent pas d'accroître les inégalités de toutes sortes, devant l'argent, l'emploi, les sexes, les cultures, le savoir. Les exécutifs, y compris dans la France de la Ve République, bouffent les parlements et excluent non seulement les «citoyens passifs» de tout contrôle et de toute volonté électorale, mais liquident les partis, confisqués par les «classes politiques» de professionnels et annulés par leur absence de tout programme. Le secret règne partout. Les droits de l'homme s'accommodent fort bien d'une justice de classe, des «seuils de tolérance» et du «gel des terres». La ruine des pauvres de tous les continents n'en finit plus d'enrichir les riches et de confondre, tous scandales étouffés, l'argent «sale» (de la drogue, de la prostitution, des mafias) et l'argent «propre» (de la production). L'exploitation planétaire lamine tout, au rythme des spéculations du capital financier qui n'aspire qu'à étendre sa loi.

Comment, dès lors, sans paradoxe, sans provocation et sans aucune nostalgie des pères fondateurs, ne pas voir que ce qui a été si tragiquement raté, ici, à l'Est, ce qui n'a pas été accompli, là, à l'Ouest, dans des rapports de forces réciproques, est d'actualité ? Et de la plus urgente, en regard de ces perspectives de catastrophes que promettent le nucléaire, le surarmement et la destruction de l'environnement.

Tirons une leçon de nos cataclysmes, avant qu'il ne soit trop tard. La mondialisation des rapports de production met à l'ordre du jour, partout, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, *l'exigence démocratique* enfin devenue réalité, conformément à ce que Marx avait pressenti. A l'exemple des peuples de l'Est, ceux de l'Ouest ont fait preuve de maturité, en expulsant leurs «conducators» de tous poils, et en prenant en main leur propre destin, ce qui s'appelle, violente ou non, une révolution. Dénoncées, dans l'expérience du sang et des larmes, les pseudo-démocraties de l'oppression (l'Est) et de l'exploitation (l'Ouest), le communisme, puisque c'est son nom, n'est pas seulement nécessaire. Il est enfon possible. Et, à nouveaux frais, dans des contradictions non maîtrisables actuellement, à réinventer d'urgence.

Georges LABICA  
Janvier 1990